

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUO METAL (ex GOUX)

795 rue Saint Hilaire
60150 Coudun

Références : IC-R/315/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005101087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement DUO METAL (ex GOUX) implanté 795 rue de Saint Hilaire 60150 Coudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUO METAL (ex GOUX)
- 795 rue de Saint Hilaire 60150 Coudun
- Code AIOT : 0005101087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DUO METAL exploite un site de recyclage de fûts métalliques au sein de la commune de

Coudun (60).

Les activités du site sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et sont autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation de 1983, complété par des arrêtés préfectoraux complémentaires de 1986, 1994 et 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 15/04/2011, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet
5	Indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des non conformités subsistantes en matière de rejets atmosphériques et l'impossibilité d'accorder une dérogation aux VLE du BREF Waste Incineration, la DREAL maintient sa proposition faite au préfet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire :

- laissant un délai de 8 mois pour produire une étude technico-économique visant à déterminer une solution permettant le respect des valeurs limites d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets
Prescription contrôlée : <u>Art 49 - AM 02/02/1998 modifié</u> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
Constats : <p>Il n'y a que deux émissaires de rejets traités, l'un servant à la captation des fumées produites par le four de décapage des fûts, et l'autre pour les composés organiques volatils issus de la réhabilitation des fûts par des peintures à solvant.</p> <p>On constate également des émissaires de rejets situés en toiture. Ceux-ci correspondent à la ligne d'application de peinture à l'eau</p> <p>Les deux sources de pollution atmosphérique sont canalisées.</p> <p>Les fumées sortant du four de décapage thermique sont captées, refroidies et passent à travers un dépoussiéreur.</p> <p>L'application de peinture à solvant pour la réhabilitation des fûts est un processus qui fait l'objet de captages à des points stratégiques. Le système est relié à une installation d'adsorption des composés organiques volatils par charbon actif.</p> <p>La cheminée d'évacuation des fumées du four est verticale, d'une hauteur de 16 mètres, et ne comporte pas de convergent. Les fumées épurées sont entraînées vers la sortie par un ventilateur. Pour effectuer les mesures, il faut monter par l'échelle à crinoline afin d'atteindre la trappe normalisée. Le rapport du dernier contrôle inopiné indique que les effluents sont issus d'un seul émetteur et qu'il y a une absence d'entrée d'air. Selon la norme NF EN 15 259, le flux gazeux est homogène sur la section de mesure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée :

Art 50 - AM 02/02/1998 modifié

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

La conduite de la cheminée du four est rectiligne et l'effluent est suffisamment homogène. Le technicien accède à la trappe de prélèvement située à environ 8 mètres d'altitude par une échelle à crinoline. La plateforme de mesures est facilement accessible en montant à l'échelle. Une chaîne en bas de l'échelle vise à en interdire l'accès en temps normal. Sur la plateforme de mesures, une barrière est installée. Le technicien dispose de suffisamment de place pour installer son matériel.

Nota :

D'après les rapports des derniers contrôles inopinés, le fait de ne disposer que d'une seule trappe normalisée implique une incertitude élevée sur la valeur du débit, mais pas sur les autres résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Action correctrice : il est demandé à l'exploitant d'installer une deuxième trappe normalisée, sauf impossibilité technique (qui devra être justifiée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats

Prescription contrôlée :

Art 58 - AM 02/02/1998 modifié

I. Lorsque les flux de polluants autorisés dépassent les seuils impliquant des limites en concentration, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature et la fréquence des mesures définissant le programme de surveillance des émissions. Les articles 59 et 60 (15) précisent, pour la plupart des polluants, la nature et la fréquence minimale à imposer selon les flux totaux autorisés (canalisés et diffus). En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis.

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées à l'annexe I a du présent arrêté. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée en accord avec l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent.

III. Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.

IV. Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

V. Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'arrêté préfectoral du 15 avril 2011 fixe une fréquence annuelle de contrôle pour le four. L'inspection a consulté les rapports d'autosurveillance de Kali'Air concernant des mesures des fumées du four.

La société Kali'Air est agréée par le ministre chargé des installations classées par arrêt du JO du 16 décembre 2022. Les analyses pour lesquelles il n'est pas agréé [dioxines et furannes (PCDD et PCDF)] sont sous-traitées en Allemagne chez Eurofins Gfa de Hambourg.

Concernant les paramètres sous accréditation, Kali'Air respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires et des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Il précise notamment les modalités de contrôle des émissions atmosphériques des installations classées pour la protection de l'environnement.

La stratégie d'échantillonnage vis-à-vis de l'homogénéité des effluents gazeux suit la norme NF EN 15259.

Conformément au paragraphe 6.7.7 de la norme NF X 43-551, les mesures normalisées de concentrations sont comparées en priorité aux VLE journalières de l'installation ou aux VLE définies dans l'arrêté préfectoral du site. Si les mesures normalisées sont supérieures aux VLE mentionnées ci-dessus, elles sont comparées avec les VLE semi-horaires ou horaires ou toute autre valeur limite s'imposant au site par arrêté préfectoral.

Un enregistreur de mesure en continu a été installé à la demande de l'inspection des installations classées, conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux qui prescrit la mesure en continu pour les paramètres PST, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x, NH₃, CO, et O₂.

L'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 ... ajoute à ces dispositions la mesure des paramètres débit, température, pression et vapeur d'eau.

Tous les paramètres sont analysés par Kali'air.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/04/2011, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

[...]

Les Valeurs Limites d'Émission (VLE), associées aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des rejets atmosphériques issus du four d'incinération définies ci-après sont respectées :

<u>Paramètres</u>	<u>Mesure ponctuelle</u>	<u>VLE (journée)</u>	<u>VLE (1/2heure)</u>
(les concentrations			

(les concentrations sont en mg/Nm ³ sauf pour les dioxines			
CO		15	50
Poussières totales		3	10
COT		5	10
HCl		3	10
HF		< 1	< 2
SO ₂		15	50
NH ₃		100	300
Cd + Th (+ leurs composés)	0,05		
Hg et ses composés	< 0,05	0,02	0,03
Autres métaux lourds Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5		
Dioxine et furannes	0,1 mg/Nm ³		

Constats :

L'analyse du rapport référencé CKL25-A132-PR01-01-V01 du 21 février 2025 démontre que les émissions dans l'Air sont « NON Conformes » - pour :

- le monoxyde de carbone - CO : 119 mg/m₀³, sur sec pour 15 autorisés ;
- les composés organiques volatils totaux COVT : 37,5 mg/m₀³, sur sec pour 5 autorisés.

Non-conformité (fait significatif) : le site ne respecte ni les BATEL du Bref WI, ni les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2011 (article 2) et celles de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux.

Selon les analyses de rejets atmosphériques - canalisés par la cheminée - et les rapports de rejets du four des 3 dernières années : les composants « NON conformes » sont le CO, le COVT, ainsi que le SO₂.

L'exploitant explique ces dépassements ainsi :

- le four est ouvert, ce qui signifie une circulation importante d'air ;
- il y a une corrélation directe entre cette admission d'oxygène et les taux de CO, COVT ;
- pour le composant SO₂, c'est le type de résidu brûlé dans le four qui génère le dépassement ;
- il y a une combinaison possible entre le soufre dégagé /brûlage et l'oxygène de l'air...

Suite à l'inspection de 2024, l'inspection des installations classées, tendant à la levée de l'arrêté de mise en demeure du 27 novembre 2023, au regard des difficultés mises en évidence dans le rapport, avait proposé de lui substituer un arrêté complémentaire visant à réaliser :

1 : sous quatre mois une étude des risques sanitaires liés aux émissions du four ;

2 : sous six mois une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, accompagnée d'un calendrier de mise en œuvre.

1 - Dans le cadre d'une demande de dérogation aux Valeurs Limites d'Émission (VLE) atmosphériques de son site pour le CO, le SO₂ et les COVt du four d'incinération, formulée le 28 mars 2023, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a prescrit, par retour de courrier le 4 juillet 2023 « la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) afin de démontrer, via des mesures dans l'environnement (air, sol, ...) aux points les plus impactés, que l'exploitation actuelle ne dégrade pas l'environnement et la santé des riverains », afin de d'accepter cette dérogation. Il est à noter que, en appui à sa demande de dérogation, une Évaluation des Risques Sanitaires (ERS), réalisée par Kaliès (KAP.20.70.R1.V2) en 2021, a été communiquée par DUO METAL à l'ARS afin de justifier que les nouvelles valeurs seuils proposées par l'exploitant ne présentent pas de risque sanitaire.

Dans ce cadre, la société DUO METAL a mandaté Kaliès afin d'élaborer le protocole IEM, permettant de définir le programme de caractérisation spécifique de terrain en lien avec les émissions des installations, avant sa présentation et validation à la DREAL et à l'ARS. Après échange avec la DREAL, il a été convenu que le protocole ne devait porter que sur les substances faisant l'objet d'une demande de dérogation, à savoir le CO, le SO₂ et les COVt (soit les rejets atmosphériques uniquement).

Le protocole a été mis en place.

Le dossier est réalisé conformément à la Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation. L'évaluation de l'état des milieux conclut que :

- l'état des milieux est compatible avec les usages constatés pour les paramètres étudiés ;
- le site DUO METAL de Coudun ne prévoit pas d'augmentation de ses émissions par rapport à la situation actuelle. On peut donc considérer que la situation actuelle ne sera

pas modifiée. Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée en 2021 sur l'ensemble des substances rejetées par le site, et non uniquement sur les paramètres faisant l'objet d'une demande de dérogation. Celle-ci a montré que l'impact sanitaire de l'installation peut être considéré comme non significatif, en terme d'effets à seuil et d'effets sans seuil, à l'encontre des populations avoisinantes ;

- l'état des milieux est dégradé mais il reste compatible avec les usages identifiés. De plus, les émissions futures du site ne sont pas susceptibles de modifier la situation actuelle, comme précisé ci-dessus. De fait, l'impact des émissions du site sur les risques sanitaires peut être considéré comme négligeable.

L'exploitant attend un retour des services de l'État (notamment de l'ARS) afin de savoir si cette étude répond d'ores et déjà à ses attentes et si le projet de prescription tendant à la réalisation d'une étude des risques sanitaires doit être maintenu ou éventuellement précisé.

2 - Sur le second point (étude technico-économique), l'exploitant prend bonne note du délai imparti et annonce entreprendre toutes les démarches nécessaires pour que l'étude et le calendrier associé soient prêts pour janvier 2026.

Il tient toutefois à préciser les points suivants :

- "nous avons depuis plusieurs années un débat sur le point de savoir si nos installations doivent bien être qualifiées d'installations d'incinération de déchets. Notre processus ne consiste pas à incinérer des fûts (c'est-à-dire à procéder à une opération « d'élimination » des fûts au sens de l'annexe I de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets), mais d'en assurer le décapage thermique avant reconditionnement.
- Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur le fait de savoir si - nonobstant notre code NAF et le fait que nos fournisseurs utiliseraient le code 15 01 10* - les opérations de traitement thermique que nous pratiquons sur le site portent bien sur des « déchets » au sens de la loi et sont bien qualifiables d'opérations d'incinération ou si elles ne relèvent pas de la catégorie des opérations de « réemploi » au sens de l'article L. 541-1-1, qui définit cette notion comme « toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ».
- Pour les mêmes raisons, nous sommes également réservés sur l'application de la rubrique n° 3520 de la nomenclature, qui impliquerait que nous éliminions ou valorisons 10 tonnes de déchets par jour (au sens donné à ces termes par l'article L. 541-1-1 du Code de l'environnement).
- C'est la raison pour laquelle, en parallèle de l'étude technico-économique, nous allons examiner plus avant ce point, qui pourrait conditionner tout à la fois l'application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, mais également des conclusions sur les MTD « incinération des déchets ».

L'exploitant insiste sur le fait que son objectif demeure bien d'aboutir au respect des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Sur ce point, l'inspection rappelle que :

1- Définition d'un déchet :

Par définition du L. 541-1-1 du code de l'environnement un déchet est "toute substance ou tout

objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire";

L'inspection considère :

- qu'un fût métallique souillé est un déchet au même titre qu'un pot de peinture vide dès lors que le détenteur s'en défait.
- que le déchet n'est pas uniquement le contenu mais également le contenant.

2- L'exploitant déclare traiter des déchets : les codes déchets utilisés par les détenteurs pour expédition chez l'exploitant utilise le code 15 01 10* -> emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus.

La déclaration sur GEREP de l'exploitant va bien dans ce sens.

3- Le déchet est traité thermiquement (= soumis à la rubrique 2770 "Installation de traitement thermique de déchets dangereux")

Par application de la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets par la DGPR, les installations de traitement thermique sont les installations où les déchets sont portés à une température supérieure à 180 °C.

Les fûts de DUO METAL passent sur les brûleurs à une température autour de 600°C -> le déchet est bien traité thermiquement.

4- Le déchet est incinéré (= soumis à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002) :

Par définition issus de l'AM du 20/09/2002, une installation d'incinération :

tout équipement ou unité technique fixe ou mobile destiné spécifiquement au traitement thermique de déchets, avec ou sans récupération de la chaleur produite par la combustion. Le traitement thermique comprend l'incinération par oxydation ou tout autre procédé de traitement thermique, tel que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmatique.

Le procédé de traitement thermique utilisé par DUO METAL est le décapage thermique -> le déchet est bien incinéré

5- Le déchet est incinéré avec un tonnage > 10 tonnes/jour (= soumis à la rubrique 3520-b) :

cf. le dossier de réexamen -> il apparaît que le site est soumis à la rubrique 3520-b avec une capacité journalière de 25,9 tonnes/jour de déchets dangereux

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement

Prescription contrôlée :

Art 19 - AM 02/02/1998 modifié

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur

fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'enregistrement de maintenance "four de brûlage = contrôle Post-Combustion" daté du 28 mai 2025.

Ce dernier conclut :

- à un bon état du revêtement intérieur du conduit d'arrivée des fumées depuis le four ;
- à un bon état du revêtement intérieur de la zone cylindrique : la continuité du calorifuge est assurée ;
- à un bon état du revêtement intérieur du plafond et de la paroi verticale du four. Aucun obstacle à la circulation des fumées n'est observé.

Ce contrôle intérieur du four a été mis en place début mai 2025 et sera dorénavant réalisé toutes les semaines.

Type de suites proposées : Sans suite